

Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « SEMENE »
14 février 2013

Personnes présentes

EPALLE Daniel - Chambre d'agriculture de la Loire
PEYRARD Michel - Chambre d'agriculture de la Haute-Loire
LOMBARD Marie-Astrid - Chambre d'agriculture de la Haute-Loire
BADIOU Valérie - Conseil Général de la Haute-Loire / SAGE Loire Amont
BONARD Alain – FRAPNA Loire
LARDON Antoine - FDAAPPMA 43
BONNEFOY Michel – CC Loire – Semène
CHAVAS Gilles - Fédération des Chasseurs de la Loire
FREDIERE Nelly – DDT42
VEROT Roland – ONEMA 43
COTTE Philippe – ONEMA 43
ROCHE Daniel – SICALA
REVEILLIEZ Jean-Marc – DDT43
CHARBONNIER Jean-Claude – DDT43
GRANGE Noël – Président du SICALA
GILBERT Jean - Conseiller Général de la Loire délégué à l'Environnement
WEBER Alix - CESAME
BELLOC Angélique – CESAME
FRAPPA Fabrice – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

DURAND Yannick – CRPF
GOUX Mylène – ONF
BEAL Catherine – PNR Pilat
PORTE Chrystel – FDAAPPMA 42
PENAUD François – Agence de l'Eau Loire-Bretagne
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes
CPIE Pilat – Jérôme LIONS
CROS Xavier – Comité de développement agricole des monts du Pilat
DIENG Marie-France - CCI de Saint Etienne - Montbrison

Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Fabrice FRAPPA (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : www.loire.fr/ et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :*En lien avec la connaissance préalable sur le territoire :*

L'inventaire porté par le SICALA en 2006 avait été réalisé dans le cadre du montage du contrat de rivière avec une entrée essentiellement agricole. Il est non exhaustif, mais la méthode est proche. Des compléments de terrain seront donc probablement à programmer en 2013.

Le secteur de la Dunières amont (St-Régis-du-Coin) a été inventorié par le Conseil Général de la Haute-Loire (étude CESAME). Les données seront donc à intégrer.

L'ensemble des données déjà disponibles ont été valorisées au maximum dans la base de données GWERN. Le CEN a effectué ce travail de tri en tenant compte des méthodes, des objectifs et des contextes de chaque inventaire.

Le SICALA souligne l'importance de compléter l'inventaire de son territoire sur la partie aval, pour avoir une vision homogène. Pour la partie Pilat, seule l'entrée « prairie humide » avait motivé l'inventaire à l'époque. La SICALA propose un zoom également sur les nouveaux captages.

D'une manière générale :

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblai de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

En lien avec le seuil de 1ha :

La FRAPNA souhaite savoir pourquoi le seuil de 1 ha a été retenu, de nombreuses zones humides étant inférieures à ce seuil. Le seuil de 1ha a été sélectionné car il correspond réglementairement au seuil « d'autorisation » administrative mentionné avant. Aussi, étant donné la grande étendue de l'inventaire (377 communes), un seuil plus bas aurait considérablement alourdi le travail ce qui n'était pas possible techniquement et financièrement. Enfin, ce seuil correspond souvent à celui sélectionné par d'autres inventaires départementaux en région Rhône-Alpes ; la Loire étant actuellement le seul département à ne pas bénéficier d'inventaire zones humides.

En lien avec la phase de pré-cartographie :

Le CG43 pose la question de la méthodologie utilisée pour la pré-identification avant terrain des zones humides. CESAME confirme que la méthode est en phase avec ce qui est préconisé au niveau Loire-Bretagne (guide technique AELB). La pente sera un des critères puisque les MNT et fonds topographiques serviront de support.

Il existe un biais en contexte forestier, puisque les zones humides seront plus difficiles à détecter. L'ensemble des membres de ce comité et les communes seront consultés en début 2014, chacun pourra enrichir l'inventaire à ce moment là. Malheureusement ces données communiquées ne pourront faire l'objet de confirmation par des investigations de terrain. Si des secteurs semblent très sensibles et peu visible, il est important d'informer CESAME avant leur campagne de terrain qui se déroulera de mars à octobre 2013. (Avant mai) (Enquête auprès de l'ONF, ONEMA...)

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

Enfin, si les structures naturalistes veulent mettre à disposition leurs connaissances en lien avec les zones humides (notamment pour celles < 1ha), les données seront valorisées dans cette démarche d'inventaire.

La FRAPNA souligne que les photographies aériennes infrarouges permettent de distinguer les zones humides plus facilement. Le CEN possède en partie cette information, une mise à disposition à CESAME est en cours.

En lien avec la phase de consultation :

La FDC42 s'interroge sur la méthode de consultation des communes : tout l'inventaire ou seulement les parties complétées ?

Si le territoire est considéré comme complet, il n'y aura aucune nouvelle phase terrain, donc pas de consultation des communes. A l'inverse, si le territoire est vierge de connaissance,

l'inventaire de terrain sera réalisé par CESAME et une consultation sera réalisée. Si le territoire est composé d'informations anciennes et nouvelles, une distinction apparaîtra sur les cartographies et la consultation ne portera que sur la partie nouvelle.

La base de données ne sera pas en libre consultation, seule la cartographie sur fond IGN sera disponible pour cette phase ; La base de donnée sera en ligne à la fin de l'inventaire.

Sur le site internet de la DREAL Rhône-Alpes, la cartographie des zones humides de toute la région est déjà disponible sauf pour 42 et 69 (inventaire en cours de validation).

En lien avec la non exhaustivité de l'inventaire :

L'inventaire vise l'exhaustivité pour les zones humides >1ha.

L'ONEMA souligne que l'inventaire ne permettra pas de cerner complètement les enjeux du territoire mais améliorera tout de même les connaissances. Les méthodes des inventaires anciens sont différentes, et les ZH<1ha ne seront pas inventoriées. Il est important de bien communiquer auprès des communes notamment pour leur PLU.

La FRAPNA rappelle que les enjeux sont aussi forts pour les zones humides < 1ha. Il affirme que la communication sur cet inventaire devra être adaptée pour que les communes notamment se sentent concernées par les zones humides < 1ha. La « non exhaustivité » devra être clairement expliquée.

Le CEN confirme que toutes les zones humides représentent un enjeu, et que certains territoires comme le Jarnossin, profitent de la dynamique pour se lancer dans un inventaire complémentaire des zones humides <1ha.

En lien avec les plans d'eau artificiels :

Pour ces cas particuliers, l'inventaire s'intéressera à la végétation (prairies humides ou roselières en queue de barrage par exemple).

En lien avec les activités agricoles :

Les 2 Chambres d'agriculture rappellent l'importance que la profession soit bien représentée lors de ces comités (il manque par exemple les syndicats agricoles). Il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Bien informer également sur les conséquences de la présence d'une zone humide sur une exploitation agricole.

Le Conseil général précise que pour les 10 comités, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des Comités de développement agricoles ont été systématiquement invités. Il sera nécessaire de compléter l'information notamment pour les syndicats agricoles et dans la presse spécialisée (Paysans de la Loire). La Chambre précise qu'elle sera présente à tous les comités pour porter son message.

Les 2 Chambres d'agriculture expriment également leur sentiment de double peine : lors d'urbanisation consommatrice de foncier agricole et de zones humides, les mesures compensatoires sur les zones humides se mettent en place à nouveau sur du foncier agricole. A cela s'ajoutent toutes les autres contraintes environnementales déjà existantes.

Le Conseil général précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...), et la presse forestière du CRPF.

La chambre d'agriculture 43 informe de l'existence de « Haute-Loire Paysanne » pour diffuser également l'information.

Lorsque CESAME rencontre les exploitants sur le terrain, la personne prend le temps de rentrer en contact et d'expliquer la raison de sa présence ;

La chambre d'agriculture demande d'étudier la possibilité d'envoyer un courrier ou un mail directement aux agriculteurs. Le Conseil général juge cette démarche trop lourde à mettre en œuvre (plus de 5000 exploitations agricoles dans la Loire), et par les mails, tous les agriculteurs ne seraient pas forcément informés. La chambre d'agriculture est le meilleur relais, associée à la presse agricole et aux flashs infos des comités de développement agricole ;

Les participants débattent du cas de terres labourables irriguées qui peuvent parfois avoir un sol de zones humides (ex : champs de maïs). En Isère, ces terrains ont été retenus dans l'inventaire départemental, ce ne sera pas le cas dans la Loire pour cet inventaire. L'ONEMA souligne le caractère tendancieux de ce choix, le critère sol étant en effet complexe à appréhender.

Le Conseil Général pointe l'importance d'avoir une démarche d'anticipation, la connaissance des ZH permettra une meilleure prise en compte de cet enjeu en amont des aménagements. Toutes les pratiques ne sont pas remises en question, au contraire le maintien de la ZH est parfois dépendante des pratiques agricoles déjà en place. La Chambre d'agriculture souligne qu'il faudra faire preuve de bon sens, les notions de servitudes introduites par les ZHIEP et ZSGE peuvent avoir des conséquences importantes sur les exploitations.

La FDC42 suggère aux agriculteurs de travailler le lien entre la qualité des produits du terroir et le bon entretien notamment des zones humides, ce qui est l'un des objectifs recherché dans le cadre de MAET par exemple.

En lien avec des indicateurs d'évolution :

La FDAAPPMA 43 aborde la question des ZH disparues sur le territoire. Elle souligne le fait que le SAGE devra faire un bilan dans 5 ans. Comment cela s'organisera ? Y a-t-il des études historiques sur le sujet ?

Le CEN rappelle que depuis l'après-guerre, les zones humides ont fortement disparues, à titre d'exemple, le LIFE « Tourbières de France » à la fin des années 90 avait montré à travers les inventaires des mines anciens que plus de 50% de ces milieux avaient disparu en moins d'un siècle.

Une étude sur le Pilat a montré que plus de 40% des zones humides ont disparu, les zones étaient qualifiées « d'insalubres » à l'époque.

La SICALA fait remarquer que ces milieux ont évolué dans la culture de nos sociétés. Le CEN souligne que l'aménagement du territoire est très dynamique aujourd'hui, ne laissant pas de place à la création naturelle de zones humides, d'où l'importance de préserver et gérer l'existant ; L'abandon de ZH est lui beaucoup plus fréquent ;

Le Conseil général souligne que sur ce territoire, les zones humides qui devaient être drainé l'ont déjà été. La menace aujourd'hui est peut-être davantage la déprise.

En lien avec les ZHIEP et ZSGE :

Ces zonages, s'ils doivent exister, seront définis par le Préfet de département. Ce dispositif n'a jamais été mis en place en France ; L'outil ZHIEP s'inscrit dans une démarche volontaire (type MAET), alors que l'outil ZSGE est plus lourd, pouvant aller jusqu'à des servitudes comme pour certain captage d'eau. Parallèlement aux démarches réglementaires, la préservation des zones humides peut passer également par des démarches contractuelles.

L'environnement/contexte de la zone humide sera un critère important, à priori les critères seront suffisamment renseignés et détaillés dans Gwern pour permettre la mise en œuvre.

Conclusion

Jean GILBERT conclut le comité en indiquant que cet inventaire constitue une démarche de « vérité » qui permettra d'améliorer nettement les connaissances sur les ZH ce qui est nécessaire pour intégrer cette problématique en amont des projets d'aménagements.